



CHAPITRE 129

Loi concernant la cité de la Pointe-aux-Trembles et La commission des écoles catholiques de la Pointe-aux-Trembles

[Sanctionnée le 4 février 1960]

Préambule.

ATENDU que la cité de la Pointe-aux-Trembles, dans le comté de Laval, a, par sa pétition, représenté:

Que la cité de la Pointe-aux-Trembles se développe rapidement et que sa population s'accroît;

Que la cité de la Pointe-aux-Trembles fait maintenant honneur à ses obligations;

Qu'il y a lieu d'accorder à la cité de la Pointe-aux-Trembles des pouvoirs additionnels à ceux prévus à sa charte et à la Loi des cités et villes pour la bonne administration de ses affaires;

Qu'il y a lieu de ratifier les procédés employés par la cité de la Pointe-aux-Trembles jusqu'à date pour fins d'établissement de lignes et de terrains homologués;

Qu'il y a lieu d'accorder à la cité de la Pointe-aux-Trembles des pouvoirs spéciaux et particuliers en matière d'emprunts, de travaux par voie de requête et pour l'établissement d'un fonds de roulement;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Pension autorisée.

1. La cité de la Pointe-aux-Trembles est autorisée, par résolution qui sera irrévocable, à payer à même ses fonds généraux, à Henri Cyr, une pension annuelle de l'ordre de six cents dollars (\$600.00) sa vie durant, payable mensuellement à compter du premier janvier 1960, et à

CHAPTER 129

An Act respecting the city of Pointe-aux-Trembles and The Catholic school commission of Pointe-aux-Trembles

[Assented to, the 4th of February, 1960]

Preamble.

WHEREAS the city of Pointe-aux-Trembles, in the county of Laval, has, by its petition, represented:

That the city of Pointe-aux-Trembles is expanding rapidly and its population is increasing;

That the city of Pointe-aux-Trembles is now meeting its obligations;

That it is expedient that the city of Pointe-aux-Trembles be granted powers additional to those provided by its charter and the Cities and Towns Act for the good administration of its affairs;

That it is expedient to ratify the procedure heretofore used by the city of Pointe-aux-Trembles for the purposes of establishing lines and homologated lands;

That it is expedient to grant the city of Pointe-aux-Trembles special and particular powers as regards loans, works upon petition and the establishment of a working-fund;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Pension authorized.

1. The city of Pointe-aux-Trembles is authorized to pay, upon a resolution that shall be irrevocable, out of its general funds, to Henri Cyr, an annual pension for life amounting to six hundred dollars (\$600.00), payable monthly from the first of January, 1960, to Joseph Giroux, an

Joseph Giroux, une pension annuelle de l'ordre de six cents dollars (\$600.00) sa vie durant, payable mensuellement, à compter du premier janvier 1960, et les paiements déjà effectués à ces personnes à ce titre sont validés et ratifiés.

Pension
autorisée.

La cité de la Pointe-aux-Trembles est également autorisée, par résolution qui sera irrévocable, à payer à même ses fonds généraux, à Philippe Forget, à compter du premier juin 1959, une pension annuelle de l'ordre de trois cent soixante dollars (\$360.00) sa vie durant, payable mensuellement.

Pouvoir
de confec-
tionner
des plans,
confirmé.

2. a) La cité de la Pointe-aux-Trembles a toujours eu le droit de décréter, par voie de résolution, la confection des plans suivants, savoir: plan numéro PT-H-30 en date du 8 juin 1957, pour l'élargissement et le redressement de la rue Marion; plan numéro PT-H-26 du 14 juin 1957 requis pour fins de parc et terrain de jeu dans le secteur 7ième Avenue, rue Dorchester, 8ième Avenue, rue Lagauchetière; plan numéro PT-H-38 du 9 juillet 1957, pour l'élargissement de la rue Notre-Dame, des voies des chemins de fer nationaux jusqu'aux limites de la ville de Montréal-Est; plan numéro PT-H-29 du 18 juin 1957, amendé le 19 juillet 1957, pour l'élargissement de la rue De La Rousselière, de la rue Notre-Dame à la rue Sherbrooke; plan PT-H-27 du 7 juin 1957, pour l'élargissement de la 52ième Avenue, de la rue Victoria au fleuve Saint-Laurent; plan PT-H-20 du 12 décembre 1955, pour l'ouverture de la rue Sainte-Catherine sur les lots originaires numéros 175 à 177, 180 à 182, et 184; plan numéro PT-H-22 du 4 septembre 1958, pour l'ouverture de la rue Forsyth sur les lots originaires numéros 175 à 177, 180 à 182, et 184; plan numéro PT-H-25 du 15 avril 1957 des lots requis pour fins de parc et terrain de jeu, savoir, les lots numéros 121-107 à 121-116 inclusivement, les lots numéros 121-92 à 121-94, tous préparés par monsieur J. A. Laferrière, arpenteur; plan numéro PT-H-9 du 30 septembre 1953, pour l'élargissement de la rue Bureau, entre les lots numéros 234-23 et 235-432, préparé par Gabriel Hurtubise, arpenteur; plan numéro PT-H-49 du 15 octobre 1958, pour l'élargissement de la rue Parent depuis la 12ième Avenue

annual pension for life amounting to six hundred dollars (\$600.00), payable monthly from the first of January, 1960, and the payments already made to such persons in that respect are validated and ratified.

The city of Pointe-aux-Trembles is also authorized to pay, upon a resolution that shall be irrevocable, out of its general funds, to Philippe Forget, from the first of June, 1959, an annual pension for life amounting to three hundred and sixty dollars (\$360.00), payable monthly.

Pension
author-
ized.

2. a. The city of Pointe-aux-Trembles has always had the right to order, by resolution, the making of the following plans, to wit: plan number PT-H-30, dated the 8th of June, 1957, to widen and straighten Marion street; plan number PT-H-26, dated the 14th of June, 1957, required for the purposes of a park and playground within the sector 7th Avenue, Dorchester street, 8th Avenue and Lagauchetière street; plan number PT-H-38, dated the 9th of July, 1957, to widen Notre-Dame street, from the tracks of the Canadian National Railways to the limits of the town of Montreal-East; plan number PT-H-29, dated the 18th of June, 1957, amended the 19th of July, 1957, to widen De La Rousselière street, from Notre-Dame street to Sherbrooke street; plan PT-H-27, dated the 7th of June, 1957, to widen 52nd Avenue, from Victoria street to the St. Lawrence river; plan PT-H-20, dated the 12th of December, 1955, to open Sainte-Catherine street on original lots numbers 175 to 177, 180 to 182, and 184; plan number PT-H-22, dated the 4th of September, 1958, to open Forsyth street on original lots numbers 175 to 177, 180 to 182, and 184; plan number PT-H-25, dated the 15th of April, 1957, of the lots required for park and playground purposes, namely lots numbers 121-107 to 121-116 inclusive, lots numbers 121-92 to 121-94, all prepared by J. A. Laperrière, land-surveyor; plan number PT-H-9, dated the 30th of September, 1953, to widen Bureau street between lots numbers 234-23 and 235-432, prepared by Gabriel Hurtubise, land-surveyor; plan number PT-H-49, dated

Power
to make
plans,
con-
firmed.

jusqu'au lot originaire numéro 180, préparé par Marc Hurtubise, arpenteur; plan numéro PT-H-24 du 29 octobre 1956, pour le prolongement de la 84^{ième} Avenue à partir du lot numéro 229-34 jusqu'au fleuve Saint-Laurent et préparé par Fernand Lemay, arpenteur; lesquels plans ont été annexés à diverses requêtes pour obtenir leur homologation et déposés à la Cour supérieure du district de Montréal, et que la Commission Métropolitaine de Montréal (Corporation de Montréal Métropolitain) a toujours eu le droit de demander la confirmation desdits plans par la Cour supérieure du district de Montréal pour le bénéfice de la cité de la Pointe-aux-Trembles.

b) La cité de la Pointe-aux-Trembles a toujours eu le droit de décréter, par voie de résolution, la confection des plans suivants, préparés par Marc Hurtubise, arpenteur, savoir: plan numéro PT-H-44 du 17 avril 1958, pour l'élargissement de la rue Saint-Joseph, entre la 9^{ième} Avenue et le boulevard Saint-Jean-Baptiste; plan numéro PT-H-47 du 4 septembre 1958, pour le prolongement de la rue Forsyth sur le lot originaire numéro 207; plan numéro PT-H-50 du 2 avril 1959, pour l'élargissement de la 24^{ième} Avenue entre la rue Notre-Dame et partie du lot numéro 191.

c) La résolution de la cité de la Pointe-aux-Trembles en date du 14 octobre 1958, par laquelle le conseil de ladite cité a décrété la confection du plan numéro PT-H-31 du 4 mai 1957, dressé par J. A. Laferrière, arpenteur, et indiquant les parties des lots numéros 233, 234, 235-1, 235-187, du cadastre de la paroisse de Pointe-aux-Trembles, requis pour fins de parc, est déclarée valide et obligatoire pour la cité, pour les propriétaires intéressés et pour toutes autres personnes.

the 15th of October, 1958, to widen Parent street, from 12th Avenue to the original lot number 180, prepared by Marc Hurtubise, land surveyor; plan number PT-H-24, dated the 29th of October, 1956, to extend 84th Avenue, from lot number 229-34 to the St. Lawrence river, and prepared by Fernand Lemay, land surveyor; such plans were annexed to various petitions to be homologated and were deposited in the Superior Court for the district of Montreal; and the Montreal Metropolitan Commission (Montreal Metropolitan Corporation) has always had the right to ask that the said plans be confirmed by the Superior Court for the district of Montreal for the benefit of the city of Pointe-aux-Trembles.

b. The city of Pointe-aux-Trembles has always had the right to order, by resolution, the making of the following plans, prepared by Marc Hurtubise, land-surveyor, namely: plan number Pt-H-44, dated the 17th of April, 1958, to widen Saint-Joseph street, between 9th Avenue and Saint-Jean-Baptiste boulevard; plan number PT-H-47, dated the 4th of September, 1958, to extend Forsyth street on original lot number 207; plan number PT-H-50, dated the 2nd of April, 1959, to widen 24th Avenue, between Notre-Dame street and part of lot number 191.

c. The resolution of the city of Pointe-aux-Trembles, dated the 14th of October, 1958, whereby the council of the said city ordered the making of plan number PT-H-31, dated the 4th of May, 1957, prepared by J. A. Laferrière, land-surveyor, and indicating the parts of lots numbers 233, 234, 235-1 and 235-187, of the cadastre for the parish of Pointe-aux-Trembles, required for park purposes, is declared valid and binding on the city, the proprietors interested and all other persons.

Cité
libérée.

3. Nonobstant toute loi générale ou spéciale, à compter du premier janvier 1960, la cité de la Pointe-aux-Trembles n'est plus une corporation municipale aidée ou secourue par la Commission Métropolitaine de Montréal (Corporation de Montréal Métropolitain) au sens de la loi 11 George V, chapitre 140, et des au-

3. Notwithstanding any general law or special act, from and after the first of January, 1960, the city of Pointe-aux-Trembles shall be no longer a municipal corporation aided or assisted by the Montreal Metropolitan Commission (Montreal Metropolitan Corporation) within the meaning of the act 11 George V, chapter City
liberated.

tres lois régissant ladite commission ou s'y appliquant.

Restriction.

Cependant, la cité de la Pointe-aux-Trembles est soumise aux dispositions de la loi ci-dessus pour le surplus, et notamment quant aux emprunts municipaux contractés par elle ou pour elle.

140, and the other acts governing the said commission or applying thereto.

Nevertheless the city of Pointe-aux-Trembles is otherwise subject to the provisions of the above act, and particularly as regards municipal loans made by or for it.

Restriction.

Remboursement.

4. Nonobstant les dispositions de l'article 24a de la loi 11 George V, chapitre 140, tel qu'édicte par l'article 4 de la loi 12 George V, chapitre 123, et toutes autres dispositions législatives inconciliables, les montants des répartitions supplémentaires payés par les municipalités soumises à l'action de la Corporation de Montréal Métropolitain (Commission Métropolitaine de Montréal) pour le bénéfice de la cité de la Pointe-aux-Trembles, depuis le premier janvier 1945 jusqu'à l'entrée en vigueur de la présente loi, seront remboursés à la Corporation de Montréal Métropolitain par la cité de la Pointe-aux-Trembles à raison de versements annuels équivalant à un-trentième de un pour cent de la valeur des immeubles imposables situés dans la cité de la Pointe-aux-Trembles et telle qu'elle apparaît au rôle d'évaluation de la cité de la Pointe-aux-Trembles le 31 décembre de chaque année à compter du 31 décembre 1960.

Somme ajoutée.

A chacun de ces versements, qui seront payables le 15 janvier de chaque année à compter de l'année 1961, la cité de la Pointe-aux-Trembles devra ajouter la somme de cent dollars (\$100.00).

4. Notwithstanding the provisions of section 24a of the act 11 George V, chapter 140, as enacted by section 4 of the act 12 George V, chapter 123, and any other inconsistent legislative provision, the amounts of the supplementary apportionments paid by the municipalities subject to the Montreal Metropolitan Corporation (Montreal Metropolitan Commission) for the benefit of the city of Pointe-aux-Trembles, from the first of January, 1945, to the coming into force of this act, shall be repaid to the Montreal Metropolitan Corporation by the city of Pointe-aux-Trembles in annual instalments equal to one-thirtieth of one per cent of the value of the taxable immovables situated in the city of Pointe-aux-Trembles as shown on the valuation roll of the city of Pointe-aux-Trembles on the 31st of December of each year, from and after the 31st of December, 1960.

Reimbursement.

To each of such instalments, which shall be payable on the 15th of January in each year from and after the year 1961, the city of Pointe-aux-Trembles shall add the sum of one hundred dollars (\$100.00).

Sum added.

1922 (1), c. 123, s. 12, am., pour la cité.

5. L'article 12 de la loi 12 George V, chapitre 123, tel que remplacé par l'article 3 de la loi 13 George V, chapitre 105, est modifié pour la cité de la Pointe-aux-Trembles, en remplaçant le dernier alinéa par le suivant:

Assemblée publique.

"Pour constater si les électeurs désirent voter sur le règlement, il sera convoqué, au moins huit jours d'avance, par avis public signé par le greffier, au lieu, au jour et à l'heure fixés par le conseil, une assemblée publique des électeurs qui, en vertu de la loi qui régit la municipalité intéressée, ont droit de voter sur ce règlement. Cette assemblée sera présidée par le maire ou le maire suppléant, ou, en leur absence, par l'un des conseillers. Le greffier du conseil agira comme secrétaire,

5. Section 12 of the act 12 George V, chapter 123, as replaced by section 3 of the act 13 George V, chapter 105, is amended for the city of Pointe-aux-Trembles, by replacing the last paragraph by the following:

1922 (1), c. 123, s. 12, am., for the city.

"In order to ascertain whether the electors desire to vote on the by-law, there shall be convened, at least eight days in advance, by public notice signed by the clerk, at the place, on the day and at the hour fixed by the council, a public meeting of the electors, who, under the law governing the interested municipality, have the right to vote on this by-law. This meeting shall be presided over by the mayor, or the pro-mayor, or, in their absence, by one of the councillors. The

Public meeting.

lira et soumettra le règlement à l'assemblée. Quarante électeurs présents et habiles à voter sur le règlement pourront, mais seulement pendant l'heure qui suivra l'ouverture de l'assemblée, demander la votation. Sur cette demande, le maire, ou la personne qui préside, devra fixer les jours de la votation. La procédure pour la votation se fera de la manière prévue dans la loi qui régit la municipalité intéressée."

clerk of the council shall act as secretary, and shall read and submit the by-law to the meeting. Forty electors present and qualified to vote on the by-law may, but only during one hour from the opening of the meeting, apply for a vote. On this application the mayor or the person presiding shall fix the days of voting. The procedure for the voting shall be in the same manner as provided for by the law which governs the interested municipality."

S.R.,
c. 233,
a. 581a,
am., pour
la cité.

6. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité de la Pointe-aux-Trembles, en ajoutant après l'article 581, l'article suivant:

6. The Cities and Towns Act is R.S.,
c. 233,
s. 581a,
am., for
the city.
amended, for the city of Pointe-aux-Trembles, by adding after section 581, the following section:

Travaux
perma-
nents,
etc.,
autorisés.

"581a. Sur requête signée par le ou les propriétaires représentant au moins la moitié du nombre de pieds de front des terrains longeant une rue ou une ruelle, ou une partie de rue ou de ruelle, et approuvée par le ministre des affaires municipales et par la Corporation de Montréal Métropolitain la cité est autorisée à faire sur sa propriété tous les travaux permanents tel que trottoirs, égouts, pavages, aqueduc et leur raccordement, et autres travaux de nature permanente, et à emprunter, au besoin, les sommes d'argent nécessaires à ces fins.

"581a. Upon petition signed by the Proprietor or proprietors representing at least one half of the number of feet of the frontage of the land bordering on a street or lane, or part of a street or lane, and approved by the Minister of Municipal Affairs and by the Montreal Metropolitan Corporation the city is authorized to do, on its property, all permanent works, such as paving, sidewalks, sewers, aqueducts and their connections and other works of a permanent nature, and to borrow, as may be necessary, the amounts required for such purposes.

Calcul.

Pour le calcul de la moitié des propriétés longeant une rue ou une ruelle comme susdit, la partie exemptée des lots angulaires n'a pas d'effet à l'encontre de cette requête.

In calculating the one-half of the property bordering a street or lane as above, the exempted part of corner lots shall not operate against such petition.

Cotisa-
tion
spéciale.

Le coût de ces travaux et l'intérêt sur l'emprunt fait pour leur paiement, ainsi que le coût et les déboursés encourus en ce cas pour la préparation des règlements et la négociation des emprunts, sont défrayés au moyen d'une cotisation spéciale, sur les propriétaires intéressés, en proportion de l'étendue du front ou de la superficie de leur propriété conformément au règlement de la cité et aux termes de l'article 583 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 233), et, à cette fin, la cité est autorisée à emprunter tout l'argent nécessaire pour payer ces travaux.

The costs of these works and the interest on the loan contracted for the payment thereof, as well as the costs and disbursements incurred in such case, in the preparation of the by-laws and the negotiation of the loans, shall be paid by means of a special assessment on the interested proprietors, in proportion to the frontage or the area of their properties, in conformity with the by-laws of the city and the terms of section 583 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233); and for this purpose, the city is authorized to borrow all the necessary money to pay for these works.

Durée
des em-
prunts.

Les termes de chacun de ces emprunts ne doivent pas excéder ceux d'une cotisation spéciale prélevée pour les travaux qui font l'objet de cet emprunt.

The term of each of such loans shall not exceed that of a special assessment made for the works for which such loan is made.

Duration
of loans.

Règle-
ment.

Ces emprunts doivent être ordonnés par règlement du conseil de la cité mais sans être soumis à l'approbation des contribuables comme l'exigent les articles 581 et suivants de la Loi des cités et villes, mais ils doivent recevoir les approbations du ministre des affaires municipales, de la Commission municipale de Québec et celles prévues par la loi 11 George V, chapitre 140, et les autres lois la modifiant ou s'y rapportant.

Émission
d'obliga-
tion.

Ils doivent être faits au moyen d'une émission d'obligations ou de débentures émises conformément aux dispositions de la charte de la cité ou, à défaut de dispositions à ce sujet dans la charte, conformément à la Loi des cités et villes.

Déclara-
tion de
l'ingé-
nieur.

Tout règlement ordonnant un semblable emprunt doit, dans chaque cas, spécifier clairement l'objet de cet emprunt, et aucun règlement de cette nature n'est adopté par le conseil de la cité, sans qu'il n'ait obtenu de l'ingénieur de la cité, une déclaration écrite sous son serment l'office, attestant le coût total des travaux nécessitant tel emprunt, et que les travaux ont été complètement exécutés.

Fonds
d'amortis-
sement.

La cotisation spéciale prélevée sur les propriétaires intéressés pour les travaux permanents faits en vertu du présent article constitue un fonds d'amortissement qui doit être exclusivement appliqué au paiement de l'intérêt sur les obligations ou débentures émises pour le paiement de ces travaux et au rachat de ces obligations enregistrées, à leur échéance, et ces intérêts et fonds d'amortissement resteront néanmoins une charge sur le fonds général de la cité.

Emprunt
aux
banques.

La cité est autorisée à emprunter d'une banque les deniers nécessaires à l'exécution de ces travaux. Cet emprunt doit être remboursé à la banque avec le produit de la vente des obligations ou débentures.

Ces emprunts et la négociation de ces obligations ou débentures doivent être faits dans les deux années suivant le parachèvement de ces travaux."

1935,
c. 57,
aa. 1-4,
remp.

7. Les articles 1, 2, 3 et 4 de la loi 25-26 George V, chapitre 57, sont remplacés par les articles suivants:

Percep-
tion des
taxes.

"1. Nonobstant toute loi générale ou spéciale au contraire, toutes les taxes sco-

These loans shall be ordered by by-law of the city council but without being submitted to the ratepayers for approval, as required by sections 581 and following of the Cities and Towns Act, but they must be approved by the Minister of Municipal Affairs, by the Quebec Municipal Commission and as provided by the act 11 George V, chapter 140, and the other acts amending it or relating thereto.

Bond
issue.

They shall be made by means of an issue of bonds or debentures issued in accordance with the provisions of the charter of the city, or, in default of provisions on the subject in the charter, in accordance with the Cities and Towns Act.

Declara-
tion of
engineer.

Any by-law ordering such loan shall, in each case, clearly specify the object of such loan, and no by-law of this nature shall be adopted by the city council unless there has been obtained from the city engineer a written declaration on his oath of office, attesting to the total cost of the works for which such loan is required and that the works have been completely executed.

Sinking-
fund.

The special assessment, collected from the interested proprietors for permanent works made under this section, shall constitute a sinking-fund to be applied exclusively to paying the interest on the bonds or debentures issued for the payment of these works, and to redeem such registered stock at maturity, and such interest and sinking-fund shall nevertheless remain a charge against the general funds of the city.

Borrow-
ing from
banks.

The city is authorized to borrow from a bank the necessary money for the execution of these works. Such loan shall be reimbursed to the bank with the proceeds of the sale of the bonds or debentures.

These loans and the negotiations of these bonds or debentures shall be made within two years following the completion of the works."

1935,
c. 57,
ss. 1-4,
replaced.

7. Sections 1, 2, 3 and 4 of the act 25-26 George V, chapter 57, are replaced by the following sections:

 Collec-
tion of
taxes.

"1. Notwithstanding any general law or special act to the contrary, all the

lares imposées ou prélevées sur des immeubles compris dans le territoire de la cité de la Pointe-aux-Trembles, dans le comté de Laval, sont perçues par les autorités municipales de ladite cité de la même manière et en même temps que les taxes foncières municipales suivant les dispositions ci-après.

school taxes imposed or levied on immoveables situated in the territory of the city of Pointe-aux-Trembles, in the county of Laval, shall be collected by the municipal authorities of the said city in the same manner and at the same time as the real estate municipal taxes, in accordance with the following provisions.

Taux de la taxe scolaire.

"2. Entre le premier juillet et le 31 décembre de chaque année, La commission des écoles catholiques de la Pointe-aux-Trembles impose et établit, par résolution, le taux de la taxe scolaire à être prélevée durant l'année suivante sur les immeubles appartenant aux catholiques de la municipalité. Il est du devoir de La commission des écoles catholiques de la Pointe-aux-Trembles de transmettre au secrétaire-trésorier et au greffier de la cité de la Pointe-aux-Trembles le ou vers le 31 décembre de chaque année, une copie certifiée de sa résolution fixant le taux de la taxe scolaire catholique qu'elle aura ainsi imposée pour l'année suivante.

"2. Between the first of July and the 31st of December in each year, The Catholic school commission of Pointe-aux-Trembles shall impose and establish, by resolution, the rate of the school tax to be levied during the ensuing year, on the immoveables owned by the Catholics of the municipality. The Catholic school commission of Pointe-aux-Trembles shall transmit to the secretary-treasurer and to the clerk of the city of Pointe-aux-Trembles, on or about the 31st of December in each year, a certified copy of its resolution fixing the rate of the Catholic school tax so imposed by it for the ensuing year.

Rate of schools tax.

Idem.

"3. Advenant le cas où La commission des écoles catholique de la Pointe-aux-Trembles ferait défaut de fournir ce taux de la taxe au secrétaire-trésorier de ladite cité dans le délai prescrit ci-dessus, le taux de la taxe scolaire catholique restera fixé au même taux alors en vigueur.

"3. Should the said The Catholic school commission of Pointe-aux-Trembles fail to communicate such tax rate to the secretary-treasurer of the said city within the above prescribed delay, the rate of the Catholic school tax shall remain fixed at the same rate as is then in force.

Idem.

Première séance.

"4. Le conseil de ladite cité doit, à sa première séance suivant la réception de la copie certifiée de la résolution fixant le taux de la taxe scolaire catholique, prendre les dispositions nécessaires pour en faire faire la perception en même temps que ses propres taxes.

"4. The council of the said city, at its first meeting after receiving the certified copy of the resolution fixing the rate of the Catholic school tax, shall take the necessary steps to collect such tax at the same time as its own taxes.

First meeting.

Remise.

"5. Le conseil de ladite cité doit faire remise à La commission des écoles catholiques de la Pointe-aux-Trembles du montant total des taxes scolaires à percevoir, sans égard à leur perception, dans le cours de l'année en dix versements égaux de dix pour cent chacun payables le 15ième jour des mois de février, mars, avril, mai, juin, août, septembre, octobre, novembre et décembre de chaque telle année, sans intérêt. Cependant, les autorités scolaires susdites auront le droit d'exiger de la

"5. The council of the said city shall remit to The Catholic school commission of Pointe-aux-Trembles the total amount of the school taxes to be collected, without regard to their collection, during the year and in ten equal payments of ten per cent each, payable on the 15th day of the months of February, March, April, May, June, August, September, October, November and December of each such year, without interest. However, the aforesaid school authorities shall have the right to

Repayment.

cité un intérêt au taux de cinq pour cent l'an sur tout versement en retard.

require from the city interest at the rate of five per cent per annum on any payment in arrears.

Disposi-
tions ap-
plicables.

“6. La cité de la Pointe-aux-Trembles aura, quant à la perception desdites taxes scolaires, les mêmes droits et privilèges qu'elle possède pour ses propres taxes et les prescriptions de sa charte et ses règlements quant à la confection des rôles d'évaluation et de perception s'appliquent auxdites taxes scolaires.”

“6. The city of Pointe-aux-Trembles shall have, for the collection of the said school taxes, the same rights and privileges as it has for its own taxes, and the provisions of its charter and by-laws as to the making of valuation and collection rolls shall apply to the said school taxes.”

Provisions
appli-
cable.

Entrée en
vigueur.

8. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

8. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.